
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58477

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

keiten ergaben sich wegen des »nationalen Charakters« der Franzosen, die sich – so M. – in ihrer Selbsteinschätzung in vielem den von außen herangetragenen Klischees über sie anpaßten oder tatsächlich entsprachen (S. 204 f.). Der Autor ist sich der Problematik einer wissenschaftlichen Auseinandersetzung mit diesem Themenbereich durchaus im klaren, »any historian must hesitate to generalize about the attitude of an entire people«, aber er tendiert doch dazu, das auch von Zeitgenossen konstatierte Mißtrauen vieler Franzosen gegenüber Organisationen bzw. das Vorherrschen eines ausgeprägten Individualitätsdrangs überzubewerten, denn vielfach dürften derartige Äußerungen wohl eher instrumentellen Charakters gewesen sein. Strukturelle Ursachen, das Fehlen eines Systems der öffentlichen Armenfürsorge und die Existenz einer großen Zahl freiwilliger Hilfskassen – wie im übrigen auch in Großbritannien –, dürften die gewichtigeren Argumente für die Beibehaltung des voluntaristischen Prinzips in der Sozialversicherung gewesen sein (Kap. 10). Einschneidende Schritte unterblieben immer wieder – das zeigt endgültig das französische Vorgehen bei der Bekämpfung der Tuberkulose – wegen fehlender finanzieller Mittel, dem unzureichenden Durchsetzungswillen der Regierung, aber auch wegen konkurrierender Interessen auf reformorientierter Seite. Die Gesamteinschätzung M. über den französischen Weg in der Sozialpolitik fällt insofern deutlich negativ aus; er sei gekennzeichnet von der Dominanz politischer Sachzwänge und einer »legislative inertia« (S. 315). Einer der Gründe für dieses eindeutige Urteil dürfte aber auch in der von M. gleich zu Eingang der Studie gemachten Bekenntnis zur Notwendigkeit staatlicher sozialpolitischer Intervention als Mittel des sozialen Ausgleichs zu sehen sein. Dies verleitet den Autor zuweilen zu einer schiefen Darstellung der Erfolge des deutschen Modells, da dessen soziale, aber auch politische Folgekosten für das Deutsche Kaiserreich nicht ausreichend berücksichtigt werden. Dies sollte aber keineswegs das Verdienst des Autors schmälern, der mit dieser Studie eine wichtige und umfassende Darstellung zur Entwicklung der Sozialpolitik in Frankreich vor dem Ersten Weltkrieg vorgelegt hat. Es ist zu hoffen, daß die Thesen Mitchells über den bilateralen und multilateralen Austausch von Ideen und Konzepten in weiteren Untersuchungen aufgegriffen werden.

Christoph CORNELISSEN, Düsseldorf

Udo STARK, Die nationalrevolutionäre Herausforderung der Dritten Republik 1880–1900. Auflösung und Erneuerung des Rechts-Links-Schemas in Frankreich, Berlin (Duncker & Humblot) 1991, 173 p. (Beiträge zur politischen Wissenschaft, 59).

Cette œuvre, aboutissement d'une thèse de doctorat élaborée par un historien allemand se veut être une contribution à l'histoire politique de la France de la fin du XIX^e siècle. Se basant sur une lecture intensive des principaux journaux boulangistes et antidreyfusards, à savoir l'»Intransigeant« d'Henri Rochefort, le »Drapeau« de Paul Déroulède, et la »Libre Parole« d'Edouard Drumont, Udo Stark se fixe pour objectif de montrer que les forces politiques dont les deux premiers étaient les organes des anciens communards et blanquistes et des nationalistes de la »Ligue des Patriotes«, ont toujours su garder leurs positions républicaines, tandis que Drumont et ses amis antisémites se sont ralliés à eux, abandonnant leurs anciennes positions royalistes.

Si ces hommes ont été qualifiés de royalistes ou bonapartistes, cela vient de leurs anciens alliés et transfuges, à savoir Georges Clemenceau lors de la crise Boulanger, Jean Jaurès pendant l'affaire Dreyfus. Afin de maquiller leur propre trahison, et de diffamer leurs anciens partenaires, ces deux hommes les ont apostrophés en tant que tels. Cette violation de la vérité historique s'explique par la lutte pour le pouvoir. Déroulède et Rochefort ont tenté eux-mêmes dans ce combat de discréditer leurs adversaires politiques. Or, vaincus lors de ce combat, c'est eux qui seront les victimes de cette confusion politico-linguistique.

L'auteur qui s'appuie aussi sur des extraits d'autres journaux, sur quelques liasses de la

Préfecture de Police, se pose également la question des origines du renouveau de l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle, ingrédient essentiel du mouvement antidreyfusard, et s'interroge plus avant sur le caractère fasciste des républicains-nationalistes (c'est ainsi qu'il définit les trois mouvements). La naissance antisémite se révèle à ses yeux comme une volonté contre-révolutionnaire, accusant les juifs d'être les responsables de tous les maux du monde. Elle s'explique aussi par le fait que les juifs représentent toujours un groupe ethno-religieux reconnaissable en tant que tel. De plus, le comportement émancipateur ou économique-libéral de quelques groupes juifs, était aussi propre à provoquer certaines susceptibilités. C'est en fin de compte l'image du juif, prenant part à la bataille politique, qui était soumise à la loi de polarisation. A travers la définition de Stanley Payne dont l'auteur se sert pour déceler un caractère fasciste des trois mouvements nationaux-révolutionnaires (autre qualificatif utilisé pour ces tendances), il aboutit à un constat négatif¹.

Ce sont, en grand, les principales thèses d'un livre dont la lecture se révèle tout autre que commode. Rédigée en allemand, cette thèse contient néanmoins de nombreuses citations en français qui sont indispensables pour une bonne compréhension du livre. Ajoutons que nous nous sommes heurtés à un style artificiellement compliqué qui ne facilite pas la lecture. Il faut aussi signaler certains oublis regrettables dans la bibliographie².

Ceci pour la forme. De nombreuses critiques seraient à élaborer concernant le contenu. Contentons-nous d'abord d'apporter quelques remarques à propos de la notion de « République », ou « républicain ». Réduire cette dernière notion à une simple question d'attachement à une forme d'Etat, nous paraît insuffisant si l'on veut comprendre l'attitude d'hommes comme Rochefort et consorts. Or être républicain signifie d'abord invoquer la tradition de la Révolution française et de ses valeurs. Ce sont justement des valeurs qui érigent une république démocratique et émancipatrice, qui se trouve en pleine opposition au concept de république plébiscitaire, que les « républicains-nationalistes-révolutionnaires » suggèrent. Elle se trouve surtout en pleine opposition à l'antisémitisme de ces groupes dont le principe est l'exclusion, et non l'émancipation, d'une minorité. Cet idéal d'une république tolérante et émancipatrice dépasse les clivages traditionnels gauche – droite. Jules Simon, républicain modéré et conservateur, invita ainsi en 1889 les électeurs de Paris à voter en faveur du candidat radical Jacques, malgré son anticléricalisme affiché, afin de combattre Boulanger. La République et ses valeurs étaient en danger³. Rochefort et les siens, en revanche, n'hésitèrent pas à former une alliance avec les royalistes lors des élections législatives de 1889, et s'exclurent eux-mêmes de la famille républicaine⁴.

Ce sont surtout les thèses de René Rémond et de Zeev Sternhell qu'Udo Stark vise dans son livre⁵. Les principales thèses du premier, qui évoque le glissement de la classe politique de la gauche vers la droite depuis le XIX^e siècle, et qui fait l'analyse d'une tradition de la droite française en trois versions, le légitimisme, l'orléanisme et le bonapartisme, sont réfutées par

1 Stanley PAYNE, *Fascism, Comparison and Definition*, Madison, Wisconsin, 1980. Celui-ci donne les critères suivants: a) l'antilibéralisme, l'anticommunisme, l'anticonservatisme; b) création d'un état anticonservateur(?), impérialiste, national-autoritaire; une économie basée sur le corporatisme; une culture héroïque-révolutionnaire; c) un parti sur des bases paramilitaires; culte du leader; genèse du mouvement entre 1922 et 1945.

2 Il manque par exemple les travaux de Jean-Marie Mayeur sur la vie politique, et de Philippe Levillain sur la crise Boulanger.

3 Michel WINOCK, *Les pères de la III^e République*, L'Histoire, 155, mai 1992, p. 25.

4 L'explication de Stark selon laquelle cette alliance se serait produite par découragement après la fuite de Boulanger, nous paraît faible. L'abandon de la discipline républicaine par Rochefort et consorts, a été perçu à coup sûr comme une trahison face aux valeurs républicaines.

5 Thèses développées dans: René RÉMOND, *Les droites en France*, nouv. éd., Paris 1982. Zeev STERNHELL, *La droite révolutionnaire, 1885–1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris 1978; et: ID., *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris 1983.

l'auteur. Selon lui, René Rémond utiliserait ces thèses afin d'éviter tout soupçon de fascisme à la droite française; responsabilité qu'on pourrait par la même occasion imputer à la gauche socialiste et communiste. Cette explication nous paraît assez discutable quand on sait que son auteur est plutôt sensé appartenir à la gauche catholique.

Quant aux thèses de Zeev Sternhell à propos d'un fascisme à la française, elles ont depuis longtemps trouvé leurs contradicteurs⁶. Or, ce qui nous a profondément choqué dans la discussion de Stark avec cet auteur israélien, c'est l'analyse de sa motivation. Ce serait l'appartenance de Sternhell à l'extrême-gauche de son pays qui lui inspirerait, consciemment ou inconsciemment, la nostalgie de l'ancien »fascisme marxiste«, seule alternative réelle au système bourgeois! Une telle démonstration nous paraît absolument insuffisante pour conclure une telle enquête; et elle met surtout en cause un historien en tant que personne. Qu'on s'abstienne à l'avenir de telles approches!

Robert BECK, Tours

Robert BECK, *Der Plan Freycinet und die Provinzen. Aspekte der infrastrukturellen Entwicklung der französischen Provinzen durch die Dritte Republik*, Frankfurt/M., Bern, New York (Peter Lang) 1986, 354 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III, Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 318).

Charles de Freycinet was one of the most able and enterprising French statesmen of the early Third Republic. He first made his reputation as a young aide-de-camp to Léon Gambetta during the heroic but futile militia campaign in the autumn of 1870, when the provisional government attempted to stave off an inexorable defeat at the hands of Germany. Thereafter, as a graduate of the Ecole Polytechnique and thus an engineer by profession, Freycinet maintained a special interest in public works and in problems of national defense. These qualifications made him precisely the appropriate politician to deal with a crisis in the railway industry in the late 1870s, when it became common to blame France's faltering economic recovery on an inadequate infrastructure of transportation. Demands arose on all sides for the state to reacquire (hence the so-called »rachat« issue) concessions that had been awarded well before 1870 to the large private railway companies. It soon became evident, however, that the republican regime possessed neither the financial means nor the political clout to force a capitulation by the companies. Left in a quandary, the French cabinet thereupon turned to Freycinet, who proposed in effect that the nation should spend its way out of the depression by mounting a massive program of public works. Essential to this effort were to be a vast expansion of the French rail network, through construction of numerous secondary and tertiary lines, and a bolstering of major port facilities to which the main lines led. This huge dose of state-sponsored projects would create employment, stimulate commerce, and provide a free-market alternative to the recently rejected proposal of nationalization. Launched with fanfare in 1879, the Freycinet plan thrived at first but then abruptly collapsed a few years later when its financial burden overloaded the national budget.

The densely textured monograph by Robert Beck carefully evaluates what this larger story specifically meant for one section of France. He selects (without revealing exactly why) two rural cantons just south of the Loire Valley, situated in the adjacent departments of Indre-et-Loire and Loir-et-Cher, a region still known to most of its residents as the southern Touraine. Here he examines in minute detail the local economy and policy with reference to the impact of railways. The result is a study of limited ambitions and modest conclusions. The author even warns his readers that his text is likely to be tedious, and it is. In unadorned prose Beck

⁶ En forme de résumé: Jacques JULLIARD, *Sur un fascisme imaginaire: à propos d'un livre de Zeev Sternhell*, *Annales ESC* 39/4, juillet-août 1984, pp. 849-861.